



SUPPLÉMENT

Un pari à deux contre un

Limousin et Poitou-Charentes craignent d'être les laissées-pour-compte d'une « Grande Aquitaine » girondine centralisatrice

L'exploitation de Jouany Chatoux est au cœur de la France mais à la périphérie de la future grande région Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes. Pour découvrir les vaches et les porcs culs noirs du Limousin de cet agriculteur de 37 ans, il faut sillonner les routes arborées du sud de la Creuse, entrer le nom de Pige-rolles dans son GPS, grimper sur le plateau de Millevaches et surtout ne pas rater la route « à gauche après l'église ».

Ici, à plus de 300 kilomètres de Bordeaux, M. Chatoux suit d'un œil attentif l'édification de son méthaneur, un bâtiment qui permet de créer de la chaleur et de l'électricité à partir des déjections de ses animaux.

Sur cette terre aux hivers rudes, où l'on ne compte pas plus de 5 habitants au kilomètre carré, il s'en servira pour sécher la luzerne et alimenter les serres et les poulaillers de ses voisins. « Avec ce projet, on recrée l'autonomie villageoise qui existait il y a cent cinquante ans sur le plateau, mais on tend aussi vers ce que sera l'agriculture dans vingt ou trente ans », explique-t-il entre deux réunions avec les représentants de la chambre d'agriculture, du conseil régional, des ministères...

Le projet est écologiquement et économiquement exemplaire. Le conseil régional du Limousin a déboursé 350 000 euros pour aider ces fermiers et s'offrir une vitrine. « Finalement, la -

fusion des régions nous a aidés car le Limousin avait besoin de montrer ce qu'il savait faire avant de disparaître. Et puis, c'est un endroit agricole par excellence. Nous étions suivis par des fonctionnaires ruraux dont nous avons le "06". Ça -facilite les choses. J'espère que ça continuera... »

Engagé dans un chantier à plusieurs millions d'euros, cet agriculteur du sud creusois n'est pas le seul à s'interroger.

En Corrèze, dans la Vienne ou les Deux-Sèvres, aux pourtours de ce qui sera désormais la région de France la plus étendue, une question domine la campagne des élections régionales : depuis Bordeaux, les Girondins vont-ils se désintéresser des zones rurales et mettre en place un jacobinisme régional ? « Il y a 510 kilomètres entre le nord-est de la Creuse et le sud du Pays basque, une diversité économique et paysagère aussi importante que dans un pays souverain, et autant de problèmes différents à -gérer », résume Jean Petaux, politologue à l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

Dans le Sud-Ouest, la fusion à la sauce hollandaise a abouti à la naissance d'un mastodonte. Avec ses 84 061 km², la « Grande Aquitaine », un des noms envisagés, est plus étendue que l'Autriche. Ses 5,6 millions d'habitants, répartis sur douze départements, représentent 8,5 % de la population française. Et les dispari-

tés sont immenses.

Le département de la Creuse a certes réussi à freiner la baisse de sa population, mais son total culmine à 121 500 habitants tandis que la Gironde en recense environ 1,5 million. Le PIB de l'Aquitaine est cinq fois plus important que celui du Limousin. Autour de Bordeaux, on se glorifie du pôle consacré à l'aéronautique, Technowest, et de l'économie du surf.

Dans la Creuse, département le plus âgé de France, on développe la « silver economy », les services destinés aux seniors. « Il y a de grandes différences intrarégionales et un risque d'isolement accru des territoires ruraux », résume Yves Jean, géographe et président de l'université de Poitiers. Mais cette fusion, immense, vue de la France, peut aussi être une -opportunité, à condition que les liens entre la grande métropole et les territoires soient -renforcés. »

Reste donc à mettre en pratique ce mariage à trois et à calmer les inquiétudes. A chacune de leurs prises de parole, les deux principales têtes de liste, toutes deux élues en Gironde, prennent le soin de rassurer les régions Limousin et Poitou-Charentes.

Dans la salle surchauffée de la petite mairie d'Egletons (Corrèze), Virginie Calmels, candidate du parti Les Républicains, se fait ainsi apôtre de la décentralisation régionale. « Je suis

girondine, pas seulement sur mon acte de naissance. (...) Le talent est partout. C'est une erreur de penser que l'on peut faire une métropole avec un désert autour », déclare, ce mercredi 14 octobre, la première adjointe du maire de Bordeaux, Alain Juppé, juste après avoir présenté sa liste pour la Corrèze.

Trois jours plus tard, le socialiste Alain Rousset, qui brigue un quatrième mandat à la tête du conseil régional, inaugure à Poitiers sa première permanence de campagne. « *Il n'est pas question que les deux autres régions soient une annexe. Il n'y a pas d'arrière-pays de la ville de Bordeaux* », lance-t-il, avant de profiter d'un buffet réunissant les différentes spécialités culinaires des trois anciennes régions.

Et, pendant les heures de voiture passées à arpenter les routes, les candidats ont le temps de cogiter leurs promesses. Mme Calmels s'engage à ce que chacun de ses vice-présidents -représente un des douze départements. M. Rousset, lui, veut installer une délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar) et créer des pôles de compétitivité qui valorisent les spécificités de chaque lieu. Tous deux insistent sur leur volonté de consacrer une partie du budget (environ 2,5 milliards d'euros) à couvrir les zones rurales en haut débit.

Le monde économique écoute poliment ces engagements, mais préfère prendre les devants. Les douze chambres de commerce et d'industrie (CCI) se sont mises d'accord pour installer une instance commune à Bordeaux. « *Nos villages se meurent de la destruction du tissu d'entreprises, analyse Jean-Louis Nesti, président de la CCI de Corrèze. Il y a une massification des métropoles et la moindre entreprise éloignée d'une autoroute est*

une zone en souffrance. Il faudra une volonté de l'exécutif régional pour faire exister nos territoires, car le vote nous fera passer à la trappe. »

Si l'on raisonne mathématiquement, le bras de fer politique désavantagera en effet les deux anciennes collectivités les plus fragiles. Au sein de la nouvelle assemblée de 183 conseillers régionaux, la Creuse n'aura que 4 élus, la Corrèze 8 et la Haute-Vienne 12. Ces trois départements limousins ne pourront donc compter que sur 24 représentants. Peu pour peser face aux 102 conseillers aquitains, dont 46 pour le seul département de la Gironde.

Difficile, dans ces conditions, de défendre des chantiers qui pourraient être considérés comme secondaires depuis Bordeaux, comme la modernisation de la nationale Limoges-Poitiers, une des plus dangereuses de France, ou la réactivation de la ligne ferroviaire Bordeaux-Lyon via Limoges et Guéret.

« *Notre réussite ne sera pas liée au nombre de nos élus mais à la qualité des projets que nous présenterons* », veut croire Michel Vergnier. Dans son bureau de l'hôtel de ville de Guéret égayé par des tableaux de peinture abstraite, ce maire socialiste fait face aux problèmes très concrets des villes isolées. Il s'est battu pour conserver les 600 étudiants de sa commune de 14 000 habitants où 3 000 fonctionnaires font tourner l'économie locale. « *Je ne crois pas que l'Aquitaine attendait avec impatience l'arrivée de la Creuse. Il faut saisir cette occasion -qui nous a été imposée de façon chaotique. Si nous restons petits dans notre coin, nous disparaîtrons.* »

De sa petite mairie de Faux-la-Montagne (Creuse), 352 habitants, où sont placardées des affiches pour le documentaire *Vous reprendrez bien un peu de local!*, de Télé Millevaches,

Catherine Moulin a une vision plus idéologique et moins optimiste de la fusion. « *Il y a un lavage de cerveau massif, analyse cette élue qui a réussi à conserver une maison médicale dans son village maintenant intégré à une communauté de 27 communes. Il y a un discours ambiant qui pousse à grandir en oubliant le rôle de cohésion sociale des élus de proximité.* »

Pour contrer cette impression de délaissement, Pierre Dartout, le préfet « préfigurateur » de la grande région, s'est déplacé dans le Limousin pour rassurer les agents inquiets de voir la plupart des directions régionales migrer vers Bordeaux. Seule la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf) restera à Limoges.

Dans cette ville conquise par la droite en 2014 après cent deux ans de gestion socialiste, l'emploi public est central. Le CHU est ainsi le premier employeur de la Haute-Vienne. Quant au conseil régional du Limousin, il fait travailler environ 1 500 personnes. « *La plupart des services resteront ici. Seuls quelques membres des directions iront à Bordeaux, et seuls quelques services mutualisables pourront être affectés* », tempère Gérard -Vandenbroucke, président sortant du conseil régional du Limousin et tête de liste socialiste en Haute-Vienne.

Afin de protéger la spécificité de son territoire, M. Vandenbroucke s'apprête à prolonger pour cinq ans les 500 emplois associatifs créés pendant son mandat. Même analyse du côté de son adversaire, Guillaume Guérin, adjoint au maire LR de la mairie de Limoges et tête de liste en Haute-Vienne : « *Comment aller dire à Felletin, dans la Creuse, où il gèle une partie de l'hiver, que c'est une direction à Bordeaux qui va gérer les transports? Limoges peut peser dans la nouvelle entité, à condition d'y maintenir*

l'emploi public. » Face à ces inquiétudes, les candidats jouent l'apaisement. M. Rousset promet qu'il n'y aura aucune mobilité forcée. Mme Calmels, elle, annonce qu'elle gardera des antennes de la collectivité partout.

Le personnel politique a bien conscience que laisser prospérer ce sentiment d'abandon pourrait être mortifère. Ici, le Front national est sur une terre de conquête. Inexistant dans le passé, le parti d'extrême droite a réussi, en mars, à faire élire un binôme de candidats dans le canton du Nord-Médoc, un an après que des frontistes eurent intégré nombre de conseils municipaux, comme à Guéret. Quand on lui parle du redécoupage territorial, Jacques -Colombier, tête de liste FN, dénonce une

« *création du pouvoir pour faire plaisir à l'Europe* » où le « *système PS allouera logiquement les crédits aux métropoles* ». Face à une gauche divisée (une liste Front de gauche, une écologiste et une socialiste), Mme Calmels risque de devoir composer avec le FN au second tour.

Dans cet immense coin de France où les questions identitaires ne plombent pas encore les campagnes électorales, les candidats savent qu'ils sont avant tout jugés sur leur crédibilité à assurer le dynamisme économique de la région. Ils répondent aux inquiétudes par l'ambition de développer un ensemble qui pèsera. Ancien d'Elf Aquitaine, passionné par les questions industrielles, M. Rousset évoque les « *clusters* », les pôles de compétitivité,

et griffonne des schémas pour expliquer -comment l'investissement dans l'innovation bénéficie à toute la chaîne de l'emploi.

De son côté, la candidate de droite, ancienne patronne du groupe de production télévisuelle Endemol France, parle devant les militants de son « *business plan* » pour la collectivité. L'une attaque le bilan et dénonce la croissance du chômage des jeunes. L'autre rétorque : « *Elle ne connaît rien à l'entreprise. Elle connaît la télé-réalité.* » L'avenir dira si le vainqueur s'intéressera aussi à l'élevage des culs noirs du Limousin.

Matthieu goar, (limousin, poitou-charentes, envoyé spécial) ■



Territoire de résilience pour la gauche

Zones de force pour la gauche

- Conseil général à gauche
- Canton remporté par la gauche (départementales 2015)
- Canton où la gauche a fait 10 points de plus que le score national (30,58%) au 1^{er} tour des départementales 2015
- Principale ville de gauche depuis vingt ans ou comptant cinq mandats depuis 1977
- Autre municipalité de gauche
- Fief d'une personnalité politique
 1. François Hollande
 2. Alain Rousset
 3. Ségolène Royal

Bastions d'une droite modérée voire centriste

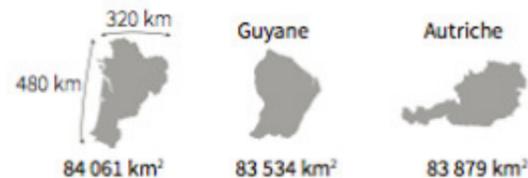
- Conseil général à droite
- Canton remporté par la droite (départementales 2015)
- Principale ville de droite depuis vingt ans ou comptant cinq mandats depuis 1977
- Autre municipalité de droite
- Gain récent de la droite aux dépens de la gauche (municipales 2014)
- Fief d'une personnalité politique
 1. Michèle Alliot-Marie
 2. François Bayrou
 3. Alain Juppé
 4. Jean-Pierre Raffarin

Un FN concentré dans la vallée viticole et agricole de la Garonne

- Canton remporté par le FN (départementales 2015)
- Canton où le FN a fait 5 points de plus que le score national (25,31%) au 1^{er} tour des départementales 2015

Une région immense et déséquilibrée

La plus grande collectivité territoriale française

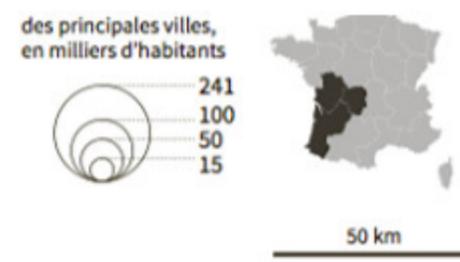
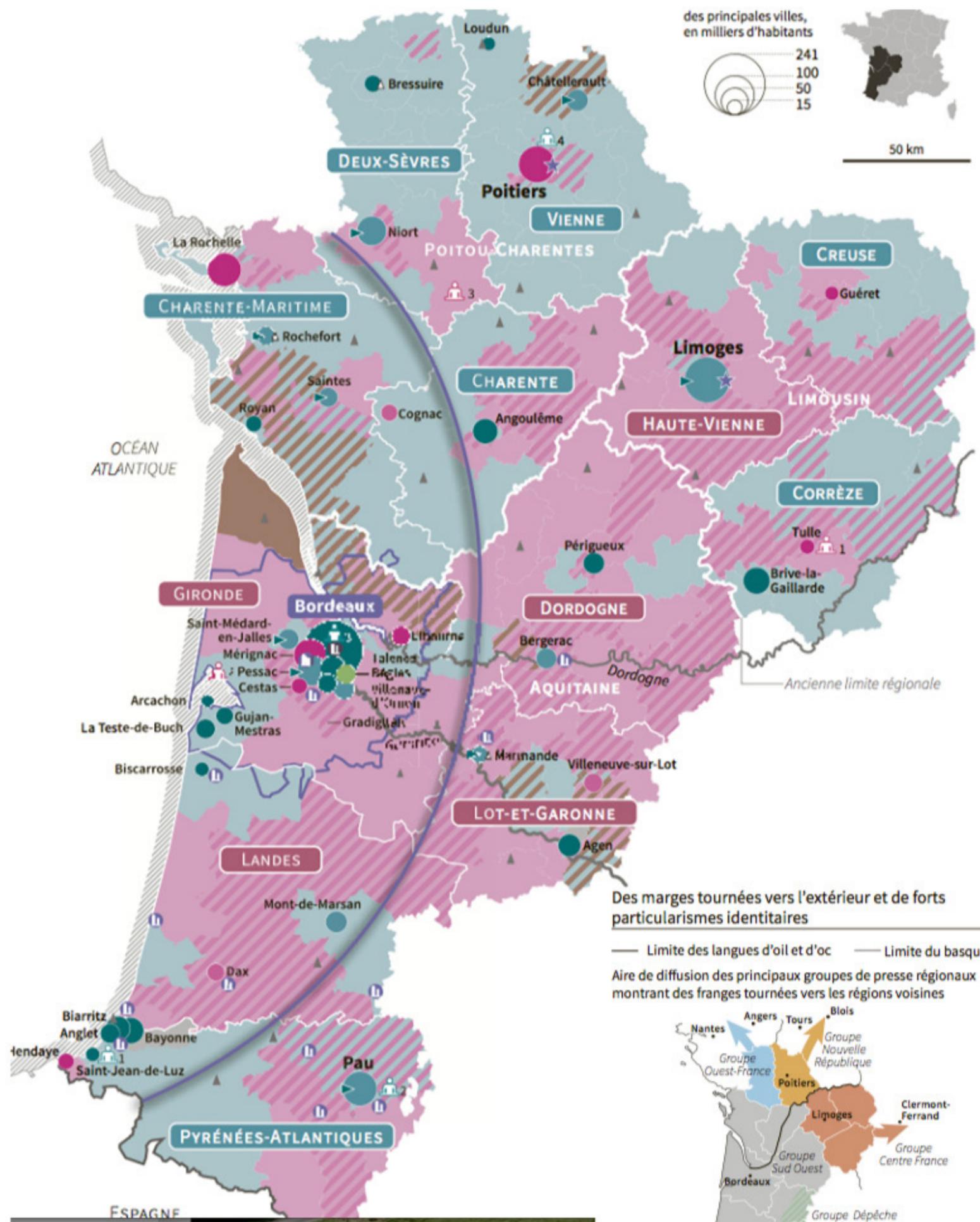


Un littoral attractif face à des espaces délaissés par l'Etat régional

- Zone tournée vers l'Océan au dynamisme démographique le plus fort de France (devant l'Île-de-France et PACA)
- Concentration d'industries de pointe (construction aéronautique et spatiale, industrie chimique et pétrochimique)
- Tribunal d'instance et de grande instance supprimé depuis 2010

Le poids de Bordeaux accru par la régionalisation

- Aire urbaine de Bordeaux : statut de métropole depuis le 1^{er} janvier 2015
- Bordeaux future capitale régionale, concentrant la préfecture, l'hôtel de région et les principales directions régionales
- Autre ville accueillant des directions régionales (agriculture et forêt à Limoges et éducation à Poitiers)



Des marges tournées vers l'extérieur et de forts particularismes identitaires

— Limite des langues d'oil et d'oc — Limite du basque

Aire de diffusion des principaux groupes de presse régionaux montrant des franges tournées vers les régions voisines

